

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

**JSFS**

**Variétés**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 9 (1868), p. 259-276

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1868\\_\\_9\\_\\_259\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1868__9__259_0)

© Société de statistique de Paris, 1868, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

### III.

#### VARIÉTÉS.

##### 1<sup>re</sup> PARTIE. — DOCUMENTS FRANÇAIS.

###### 1. *Chemins de fer français. — Documents divers.*

a. *Produits de l'exploitation.* — Si nous jetons un coup d'œil sur le mouvement de la circulation par les voies ferrées, nous constatons un accroissement rapide qui correspond au développement graduel du réseau. Pour ne prendre que les deux dernières années, on voit que le nombre des voyageurs transportés à toute distance était de 89,359,000 en 1866; l'année suivante, il s'élevait à 100,512,000; d'où ressort une augmentation de plus de 11 millions. Le transport des marchandises n'avait pas suivi une égale progression; car, de 37,269,000 tonnes, il ne s'était élevé qu'à 37,893,000 tonnes, soit 624,000 tonnes seulement en plus.

Il s'est produit nécessairement un accroissement proportionnel dans les recettes, dont le total était, en 1865, de 570,445,000 fr. pour 13,573 kilom. exploités; il s'élevait, en 1866, à 614,360,000 fr. pour 14,525 kilom., et, en 1867, à 657,443,000 fr.

pour 15,702 kilom. Le revenu net, c'est-à-dire après déduction des dépenses de toutes sortes, a été, dans ces trois années, de 307,250,000 fr., 329,250,000 fr., et 359,945,000 fr.

Il faut, à la vérité, rapporter une partie de l'augmentation de 43 millions obtenue en 1867 sur le transport des voyageurs, à un fait exceptionnel, l'Exposition universelle de Paris; mais, même en tenant compte de cette circonstance, on trouve encore un grand progrès dans le rendement de nos chemins de fer.

Si maintenant on examine la marche du revenu kilométrique, on est frappé des nombreuses fluctuations qu'elle présente et qui s'expliquent, d'ailleurs, naturellement par l'addition aux grandes lignes du premier réseau de lignes secondaires dont l'établissement avait été aussi coûteux, parfois même plus coûteux, et dont l'exploitation se faisait à plus grands frais, et qui ne donnaient, au début, que des produits très-inférieurs à ceux des artères principales. C'est ainsi que nous voyons le revenu kilométrique, qui avait flotté, de 1849 à 1852, entre 34,000 et 35,000 fr., s'élever à 41,000, 45,000 et 51,000 fr. (1855); il s'abaisse à 48,000, 45,000 et 41,000 fr. (1858), puis se relève en trois ans jusqu'à 48,000 fr. (1861), et descend encore une fois, de 1861 à 1866, aux chiffres de 45,000, 42,000 et 43,000 fr.; en 1867, il revient au chiffre de 48,000 fr.

Il est curieux d'étudier le rapport existant entre les dépenses propres de l'exploitation et les recettes: il varie sensiblement suivant qu'il s'agit de lignes à grand trafic, produisant 50,000 fr. par kilomètre, ou de lignes à trafic moyen, donnant 25,000 fr. par kilomètre: sur les premières, ce rapport est de 35 à 40 p. 100, c'est-à-dire de 17,000 à 20,000 fr. par kilomètre; sur les autres, il est de 50 à 60 p. 100, soit de 12,500 à 15,000 fr. par kilomètre. Ces chiffres ne comprennent, d'ailleurs, habituellement ni la réfection des voies, ni l'agrandissement des gares, ni l'augmentation du matériel roulant.

En décomposant le chiffre des frais d'exploitation, on reconnaît qu'ils se divisent entre les diverses catégories de dépenses, de la manière suivante: 1<sup>o</sup> la surveillance et l'entretien de la voie, 15 p. 100; 2<sup>o</sup> la traction et l'entretien du matériel roulant, 40 p. 100; 3<sup>o</sup> l'exploitation proprement dite, 38 p. 100; 4<sup>o</sup> enfin l'administration centrale et les charges diverses de la compagnie, 7 p. 100.

On calcule que le bénéfice annuel procuré directement à l'État par les chemins de fer est d'environ 110 millions, dont 55 millions en économies réalisées sur les transports d'hommes ou de matériel, et 55 millions en impôts ou recettes de toute nature.

b. *État du réseau au 15 juillet 1868.* — 1<sup>o</sup> Le réseau concédé ou seulement classé, au 15 juillet 1868, comprend 23,320 kilom.<sup>1</sup>, dont 21,540 concédés définitivement ou éventuellement<sup>2</sup> et 1,780 simplement classés.

2<sup>o</sup> L'étendue exploitée était, au 1<sup>er</sup> avril 1868, de 15,771 kilom.; elle était de 15,702 en 1867, de 14,525 en 1866.

3<sup>o</sup> Il restait donc à construire, au 1<sup>er</sup> avril, 7,549 kilom., savoir: 5,768 kilom. concédés définitivement ou éventuellement, et 1,781 kilom. classés par la loi du 18 juillet 1868.

---

1. Savoir: 20,548 kilom. concédés avant le mois d'avril 1868 et 2,772 kilom. concédés ou seulement classés depuis, déduction faite de 472 kilom. qui ont fait l'objet de conventions en 1868, mais qui avaient été déjà concédés dans les années précédentes.

2. Non compris 257 kilomètres qui ont fait l'objet de négociations avec la Compagnie du Nord et dont la plus grande partie est inscrite dans la loi de classement du 18 juillet 1868.

4° Les dépenses faites pour l'établissement du réseau s'élevaient, au 1<sup>er</sup> janvier 1866, à 6,753,724,176 fr.<sup>1</sup>.

Les dépenses qui restaient à faire, au 1<sup>er</sup> janvier 1866, ou qui sont encore à faire pour l'exécution des lignes concédées, sont approximativement de 2,915,786,092 fr.<sup>2</sup>.

Les dépenses à faire pour les lignes classées seront approximativement de 443,250,000 fr.<sup>3</sup>.

En sorte que le total approximatif des dépenses à faire pour l'établissement du réseau tel qu'il est actuellement constitué, s'élèverait à 3,359,036,094 fr.<sup>4</sup>, et réuni aux dépenses faites, il représente un capital d'environ 10,112,757,270 fr.<sup>5</sup>.

c. *Renseignements techniques divers.* — Voici, relativement aux chemins de fer français, quelques détails curieux :

Le travail produit par une locomotive s'élève de 750 à 300 chevaux-vapeur, dont 150 seulement utilisés pour le remorquage des voitures. Un cheval-vapeur équivaut à peu près à 3 chevaux ordinaires. Un train est donc emporté par près de 450 chevaux, et 450 chevaux n'iraient pas bien loin ainsi.

Construites pour traîner peu et aller vite, les machines à voyageurs marchent avec une vitesse minimum de 40 kilom. à l'heure, traînant 15 voitures. Elles peuvent atteindre une vitesse de 60, 80 et même 100 kilomètres; mais alors elles ne peuvent remorquer que 8 et même 6 waggons. Ce qu'on gagne en vitesse, on le perd en force.

Les machines à marchandises vont plus lentement et remorquent davantage. Leur vitesse ne dépasse pas 30 kilom. Enfin les machines mixtes, qui servent à deux fins, marchent à des vitesses comprises entre 35 et 50 kilom.

Arrêts compris, un train omnibus fait 30 kilom. à l'heure. Un express fait de 40 à 50 kilom. Il est rare, en France, à moins de circonstances exceptionnelles, que l'on dépasse ces vitesses. Le train express qui met Londres et Paris en commu-

---

1. Sur cette somme, 5,717,966,567 fr. ont été dépensés par les compagnies; 73,839,792 fr. par les villes, les départements, etc.; et 961,911,817 fr. par l'État.

2. Dans ce chiffre, les dépenses des compagnies sont comprises pour 2,174,629,159 fr.; celles des villes, communes, départements, pour 12,267,630 fr.; et celles de l'État pour 728,889,303 fr. — Nous devons faire ici deux observations :

a) Ces évaluations, approximatives pour les compagnies et pour l'État, en ce qui touche un certain nombre de lignes nouvellement concédées, représentent, à l'égard de l'État, le maximum largement apprécié des dépenses qui seraient à faire dans l'hypothèse de l'exécution par l'État ou à son compte, dans les conditions de la loi du 11 juin 1842, ou de subventions qui généralement n'atteindront pas les chiffres indiqués; en sorte que l'on peut affirmer dès à présent que la part de l'État sera de beaucoup inférieure à ces prévisions.

b) Le Trésor paye chaque année aux compagnies des annuités échelonnées sur 90 à 93 ans pour acquitter des subventions promises dont le total s'élève à 401,169,843 fr. Nous laissons complètement en dehors de nos calculs les garanties d'intérêt dont le caractère est éminemment éventuel, et qui ne peuvent être assimilées à des dépenses d'établissement.

3. Cette somme se répartit ainsi : à la charge des compagnies, 186,500,000 fr.; à la charge des villes et départements, 2,050,000 fr.; et de l'État, 254,700,000 fr. L'observation faite dans la note ci-dessus, relativement à l'évaluation approximative des dépenses incombant à l'État, s'applique encore plus exactement aux lignes simplement classées.

4. Les compagnies auront à supporter une dépense d'environ 2,361,129,159 fr.; les villes et départements, 14,317,632 fr.; et l'État, 983,589,303 fr.

5. Cet énorme capital a été ou devra être fourni, savoir : par les compagnies à concurrence de 8,079,095,726 fr.; par les villes et départements, à concurrence de 88,157,424 fr.; et par l'État, à concurrence de 1,945,504,120 fr.

nication directe marche avec une vitesse plus grande, comme le train de la malle des Indes, dont la rapidité de marche s'approche de 100 kilom.

Une locomotive Crampton, remorquant 12 waggons, consomme 8 kilogr. de coke par kilomètre en été et 8.5 kilogr. en hiver. Une locomotive mixte, avec 18 voitures, dépense autant. Une Engerth à marchandises consomme 16 kilogr. de houille en été et 18 en hiver.

Somme faite des dépenses en combustible, huile, graisse, suif, chiffons, éclairage, eau, entretien, personnel, le parcours kilométrique coûte en moyenne 93 c.

Les machines s'usent assez vite. Après un parcours moyen de 300,000 kilom., il faut les reconstruire, ce qui coûte environ 40,000 fr. Par an, une machine fait de 20,000 à 25,000 kilom. La vie d'une locomotive est donc de douze ans au plus.

Une locomotive munie de son tender revient en moyenne à 60,000 fr. Les Engerth coûtent près du double. On compte pour la machine ordinaire 45,000 fr., et pour le tender 11,000 fr.

Une machine Crampton chargée, avec tender approvisionné, pèse 45,000 kilogr.; une machine mixte, 35,000; une Engerth, 63,000 kilogr. Isolées, ces différentes machines pèsent 27,000, 20,000 et 40,000 kilogr.

Il suffit de citer ces poids énormes pour faire concevoir pourquoi, peu à peu, il a fallu consolider les rails et leur donner, par mètre courant, jusqu'à 30 et 38 kilogr.

Les waggons de 1<sup>re</sup> classe pèsent 5,600 kilogr.; de 2<sup>e</sup> classe, 6,200; de 3<sup>e</sup> classe, 6,600.

Les anciennes diligences pesaient 4,000 kilogr.

Une voiture de 1<sup>re</sup> classe revient aux compagnies à 10,000 fr., et avec coupé, à 11,000 fr.; une voiture de 2<sup>e</sup> classe, à 6,000 fr., et une voiture de 3<sup>e</sup> classe, à 5,000 fr. (Jacquin, *Traité de l'exploitation des chemins de fer*, 1 vol., 1868.)

**2. Dons et legs aux établissements publics de 1861 à 1865.** — Les dons et legs faits aux *départements* et autorisés dans la période de 1861 à 1865 sont peu nombreux: 5 seulement, d'une valeur de 68,488 fr.

Les dons et legs que les *communes* ont demandé l'autorisation d'accepter sont au nombre de 709. Mais l'autorisation n'a été accordée sans réserves que pour 640 dons et legs, d'une valeur de 5,644,836 fr. Pour 26 legs, à raison soit de la situation des établissements légataires, soit du but que se proposait le testateur, soit de la situation de ses héritiers naturels, l'acceptation n'a été autorisée que jusqu'à concurrence d'une quotité déterminée. Les valeurs données ou léguées montaient à 5,083,489 fr. La réduction des legs a fait descendre les libéralités acceptées au chiffre de 2,643,329 fr. Enfin il est intervenu 43 décrets qui ont refusé d'autoriser l'acceptation de libéralités montant à 311,104 fr.

Les dons et legs acceptés par les *bureaux de bienfaisance* montent à la somme de 9,450,745 fr., répartis entre 2,138 établissements; il a été prononcé des réductions pour une somme de 1,656,228 fr. et des rejets pour une somme de 67,195 fr.

Les *hospices* ont reçu des libéralités montant à 17,425,610 fr., non compris le montant des réductions et rejets, qui a dépassé 1 million.

Il faut ajouter à ces dons et legs ceux qu'a reçus l'administration générale de l'assistance publique de Paris, et qui s'élèvent à 4,246,884 fr.

Ces chiffres ne font pas connaître d'une manière complète le montant des libéralités faites aux communes et aux établissements civils de bienfaisance, parce que,

aux termes du décret du 25 mars 1852 (tableau A, 42°), les préfets statuent sur les dons et legs qui ne donnent pas lieu à réclamation de la part des familles.

On remarquera néanmoins qu'il y a une progression notable dans le chiffre des libéralités faites aux bureaux de bienfaisance et hospices. Dans la période de neuf ans comprise entre 1852 et 1860, le chiffre de ces libéralités, déjà considérable, était de 24,630,834 fr. La somme totale des dons et legs acceptés par ces établissements, pendant une période de cinq ans seulement, s'élève à 31,123,239 fr.

Parmi les affaires qui concernent les *établissements ecclésiastiques*, celles qui méritent le plus d'attirer l'attention sont les acquisitions à titre onéreux et les dons et legs.

Pour les établissements publics, tels que les évêchés, chapitres, maisons de retraite, séminaires et paroisses, les acquisitions à titre onéreux sont généralement d'une valeur peu importante, et le chiffre des aliénations est à peu près égal.

Le chiffre des dons et legs n'est pas considérable pour les évêchés, chapitres, maisons de retraite et caisses de secours établies en faveur des prêtres âgés et infirmes. Il ne s'élève, pour les évêchés, qu'à 480,893 fr.; pour les chapitres, à 75,402 fr.; pour les maisons de retraite, à 448,674 fr.

Les séminaires ont reçu la somme de 1,335,767 fr., dont 991,909 fr. en valeurs mobilières; les écoles secondaires ecclésiastiques ont reçu des libéralités montant à 357,025 fr., à peu près exclusivement en valeurs mobilières.

Le montant des dons et legs faits aux paroisses est de 13,464,253 fr., dont 2,413,743 fr. seulement en immeubles.

Enfin les cures et succursales, établissements distincts des paroisses et représentés par les curés et desservants successifs, ont reçu une somme de 912,636 fr.

Si l'on compare ces chiffres avec ceux que mentionnait le dernier compte rendu pour la période comprise entre 1852 et 1860, on trouve que la moyenne annuelle des libéralités n'est pas sensiblement différente. Il est vrai qu'un décret du 15 février 1862 donne aux préfets le pouvoir d'autoriser les dons et legs faits aux fabriques d'église, lorsque ces libéralités n'excèdent pas la valeur de 1,000 fr. et ne donnent lieu à aucune réclamation.

Du reste, il ne faut pas oublier que la plupart des dons et legs faits aux établissements religieux, et surtout aux paroisses, sont grevés de services religieux.

Le chiffre des acquisitions à titre onéreux faites par les congrégations religieuses dans la période de 1852 à 1860, en y comprenant les rétrocessions, c'est-à-dire la régularisation d'une situation ancienne et précaire, s'élevait à 25,102,000 fr.

De 1861 à 1865, ce chiffre est descendu à 10,327,967 fr. et les rétrocessions y figurent pour plus de 2 millions. De plus il faut dire que les acquisitions soumises à l'autorisation de l'Empereur en Conseil d'État consistent presque exclusivement en bâtiments et dépendances à l'usage des maisons conventuelles ou des établissements dirigés par des religieuses. Il est aussi à remarquer que, pendant la même période, les congrégations ont aliéné pour une somme de 3,221,799 fr.

La valeur totale des dons et legs faits aux congrégations religieuses est de 6 millions 914,184 fr.; moitié en meubles; moitié en immeubles. 40 décrets sur 762 ont prononcé des réductions ou des rejets. La moyenne annuelle de ces libéralités est à peu près la même que dans la période précédente. D'ailleurs, c'est presque toujours en vue de l'établissement d'écoles ou de services hospitaliers que les libéralités sont faites; elles accroissent donc le budget de l'instruction et de la bienfaisance publiques.

Les libéralités faites aux établissements des cultes protestants reconnus et du culte israélite montent à 879,764 fr. Sur 119 décrets rendus à cette occasion, un seul a prononcé une réduction. (Extrait du compte rendu des travaux du Conseil d'État de 1861 à 1865.)

2<sup>o</sup> PARTIE. — DOCUMENTS ANGLAIS.

1. *Relevé de l'état civil de l'Écosse en 1867.* — Les 1,016 bureaux d'enregistrement de l'état civil ont eu à constater, en 1867, 114,115 naissances (476 de plus qu'en 1866); — 22,521 mariages (1,108 de moins qu'en 1866); — et 69,024 décès (3,249 de moins qu'en 1866).

Comparativement au chiffre total de la population, qui est évaluée à 3,170,769 âmes, les naissances donnent une proportion de 3.56 p. 100 ou 356 naissances par 10,000 individus de la population.

Des 114,115 enfants nés en Écosse en 1867, 58,609 appartenaient au sexe masculin et 55,506 au sexe féminin; c'est la proportion (à peu près invariable pendant la dernière période décennale) de 105 garçons pour 100 filles.

En se basant sur ce chiffre, la population actuelle devrait être de 1,626,308 hommes et de 1,544,452 femmes; mais il ne faut pas perdre de vue que, si les individus des deux sexes sont en nombre à peu près égal jusqu'à l'âge de 17 ou 18 ans, la partie mâle de la population est, après cette époque de la vie, soumise à des causes de diminution qui lui sont particulières. C'est ainsi qu'elle fournit un contingent assez nombreux à l'émigration, qu'elle est employée aux travaux de la métallurgie, des mines, de la navigation, etc., dont les fatigues et les dangers éclaircissent notablement ses rangs. Le dernier recensement (1861) permet d'apprécier, dans une certaine mesure, le degré d'influence de ces éléments de mortalité sur la population : l'Écosse comptait, cette année, 1,449,848 hommes et 1,612,446 femmes, c'est-à-dire 111.2 femmes pour 100 hommes seulement. Ces chiffres, rapprochés de la proportion des deux sexes (105 garçons contre 100 filles) à l'époque des naissances, ont bien leur signification.

Le nombre des enfants illégitimes accuse, en 1867, une diminution qui, quoique très-peu sensible, n'en mérite pas moins d'être signalée. Les naissances hors mariage ont été, cette année, de 11,012 seulement contre 11,560 en 1866, et, comparativement à la totalité des naissances, elles donnent une proportion de 9.6 p. 100 au lieu de 10.1 p. 100. Les comtés situés au nord-est et au sud-ouest sont ceux où les cas d'illégitimité sont les plus nombreux; il en est un parmi ces derniers où ils se sont élevés à 18 p. 100, tandis qu'ils n'ont pas dépassé 5 p. 100 dans les comtés du nord et du nord-ouest.

L'état de malaise où se trouvent depuis longtemps déjà le commerce et l'industrie a dû empêcher ou faire différer un certain nombre de mariages, comme il a pu aussi prévenir un développement plus considérable de leur fécondité. C'est à la réduction survenue dans le travail des usines et des chantiers qu'il faut, sans doute, attribuer la diminution de 1,108 mariages constatée plus haut (22,521 en 1867 contre 23,629 en 1866), et qui a fait descendre à 70 par 10,000 habitants la moyenne qui avait été, l'année précédente, de 75. Les mariages continuent, d'ailleurs, à être relativement beaucoup plus nombreux dans les villes que dans les districts agricoles; il en a été célébré, cette année, 14,458, soit 84 par 10,000 personnes dans les premières, et 8,063 ou 53 pour 10,000 dans les seconds.

Le nombre des décès (69,024 en 1867) est assez sensiblement inférieur à celui des deux années antérieures. Rapproché du chiffre total de la population, il représente une moyenne de 214 décès par 10,000 habitants, qui est assez notablement au-dessous de celle des dix dernières années. Malgré les travaux effectués pour améliorer l'état sanitaire des grands centres de population, la mortalité continue à s'y accroître, tandis qu'elle diminue progressivement dans les campagnes. Le rapport du *Registrar* porte à 45,453 ou 258 par 10,000 personnes les décès constatés dans les villes, et à 23,571 ou 162 par 10,000 personnes les décès constatés dans les campagnes; c'est, on le voit, une différence de 27 p. 100 en faveur de ces dernières. Comparés aux moyennes de la dernière période décennale, ces chiffres accusent un accroissement de 3 décès par 10,000 personnes dans les villes et une diminution de 8 décès pour les campagnes.

L'excédant des naissances sur les décès en 1867 constituerait une augmentation naturelle de 45,091 âmes, sans le chiffre de l'émigration dont il convient de tenir compte et que les données officielles évaluent à 12,866 individus. Distraction faite de ce dernier chiffre, il reste un excédant net de 32,225, qui peut être considéré comme l'accroissement réel de la population en 1867.

2. *Recensement de la colonie du Cap.* — Le recensement du mois de mars 1865, dont nous possédons aujourd'hui les détails, est le premier qui ait été fait avec soin dans la grande colonie anglaise de l'Afrique du Sud. Les chiffres fournis, à la fin de chaque année, par les commissaires civils sur l'état et le mouvement de la population, l'agriculture, l'élevage des bestiaux, inspiraient, et à juste titre, si peu de confiance, qu'on supprima le crédit annuel de près de 30,000 fr. qui y était affecté. Toute donnée antérieure à 1865 doit être considérée comme seulement approximative. Cette réserve faite, voici le chiffre de la population à différentes années :

1823, 112,870 habitants; — 1825, 118,125; — 1830, 124,789; — 1835, 154,250; — 1840, 156,088; — 1845, 178,480; — 1851, 257,113; — 1856, 267,096.

Le recensement du 5 mars 1865 donne 496,381 habitants, c'est-à-dire 229,285 ou 86 p. 100 de plus qu'en 1856. Cet accroissement énorme se partage inégalement entre les blancs Anglo-Hollandais et les noirs Hottentots, Bassoutos et Cafres. Tandis que les blancs ont passé de 115,749 à 181,592, ce qui fait à peine 57 p. 100, les noirs se sont augmentés de 108 p. 100, en passant de 151,347 à 314,789. Cela veut dire que l'immigration européenne est faible, mais que, en revanche, celle des Sud-Africains des régions voisines de la colonie est considérable. Prenons pour exemple la division de Queenstown : en 1856, elle ne contenait que 6,880 noirs; en 1865, elle renfermait, en outre, 31,875 Cafres. D'autre part, il semble que le doublement de la population indigène a sa principale cause dans l'extension des limites officielles de la colonie à laquelle on ne donnait d'habitude que 27 millions environ d'hectares, tandis qu'elle a réellement jusqu'au fleuve Orange une superficie de près de 50 millions d'hectares, non compris les 8 à 900,000 hectares de la Cafreterie britannique (nouvellement annexée et qui, par parenthèse, n'a pas été comprise dans le recensement de 1865).

Sur le chiffre total, les Européens, au nombre de 181,592, forment les 366 millièmes; les Hottentots (81,598) les 164 millièmes; les Cafres (100,596) les 203 millièmes; les Bassoutos et Béchuanas (132,655) les 267 millièmes. 26,369 individus,

ou 53 pour 1,000 seulement, sont nés en Europe, et 2,714, ou 5 pour 1,000, hors d'Europe en même temps que d'Afrique. On voit par là combien l'immigration a peu d'influence sur le progrès de la population civilisée et civilisatrice. Qu'on compare, par exemple, le Cap à l'Australie méridionale : dans ce dernier pays, 45 p. 100 seulement des habitants sont nés dans le pays, et 55 p. 100 viennent du Royaume-Uni, d'Allemagne et d'ailleurs.

La colonie ne compte que 138 sourds, 92 muets, 231 aveugles; 6,102 individus ont plus de 70 ans; 63 ont plus de 100 ans. L'éducation est en retard : 70 p. 100 des habitants ne savent ni lire ni écrire; il est vrai qu'il faut soigneusement distinguer : chez les noirs, 10 p. 100 seulement vont ou sont allés à l'école; chez les blancs, 65 p. 100 reçoivent ou ont reçu de l'éducation, et, chose rare, le sexe féminin est mieux partagé sous ce rapport que le sexe fort.

3. *Enseignement artistique et scientifique.* — Le gouvernement de la reine ne néglige rien, depuis quelques années, pour développer dans les trois royaumes le goût et l'étude des arts et des sciences, et les documents récemment publiés sur ce sujet par le comité spécial du Conseil privé fournissent de précieuses indications. En 1860, il n'existait que 9 écoles ayant 500 élèves, et en 1864, 91 écoles fréquentées par 4,666 personnes. Au commencement de l'année courante, nous trouvons en Angleterre 199 écoles, 11 en Écosse et 73 en Irlande, soit 283 établissements et 789 classes, avec 11,606 étudiants. Ces chiffres offrent un accroissement de 76 écoles et de 3,314 élèves sur ceux de 1867, et ils ne comprennent que les établissements d'un ordre élevé, à la tête desquels il faut placer celui de Kensington, et dans lesquels les élèves inscrits travaillent pour obtenir un diplôme.

Citons, en outre, l'École royale d'architecture navale et du génie maritime, l'École des mines, celle de géologie pratique à Londres, et le collège royal des sciences à Dublin. En ce qui touche l'enseignement populaire, on comptait, en 1867, près de 600 écoles de dessin, dont un grand nombre gratuites, et réunissant plus de 150,000 enfants. L'État, loin de porter atteinte à l'initiative privée, ne fait que l'encourager par des subventions.

4. *Sociétés coopératives en Angleterre.* — Il existe en ce moment, en Angleterre, près de 600 sociétés coopératives de consommation, dont 128 dans le Yorkshire et 121 dans le Lancashire; leur mouvement d'affaires pendant l'année 1867 a atteint le chiffre de 6,001,153 liv. sterl., plus de 150 millions de francs. (*Times.*)

### 3<sup>e</sup> PARTIE. — DOCUMENTS ALLEMANDS.

1. *Résultats du recensement de la population dans le grand-duché de Bade en 1867.* — Le bureau de statistique de Carlsruhe vient de publier les résultats de ce recensement, qui a eu lieu au mois de décembre dernier. Comparé au précédent, remontant à 1864, il présente les résultats suivants :

	Décembre 1867.	Décembre 1864.
Badois. . . .	{ Hommes. . . 669,055 } Femmes. . . 710,927	1,379,982
Étrangers . .	{ Hommes. . . 31,554 } Femmes. . . 23,421	54,975
	Totaux. . . . .	1,434,957
		1,428,035

L'accroissement a donc été tout à fait insignifiant pendant les trois dernières années, savoir : 4,063 pour les sujets badois, et 2,859 pour les étrangers, ensemble, 6,922 individus. Sur les onze cercles (*Kreise*) dont se compose le pays, sept ont vu s'accroître leur population et quatre l'ont vue diminuer. La population des villes a légèrement augmenté; il n'en est pas de même dans les campagnes, où l'on a constaté, pour certaines localités, une diminution notable du nombre des habitants.

La population est répartie ainsi qu'il suit entre les diverses religions :

Population.	En 1867.	En 1864.	Différence en plus pour 1867.
Catholiques . . . . .	930,972	929,805	1,167
Protestants . . . . .	475,818	470,443	5,375
Israélites. . . . .	25,599	25,234	365
Sectes diverses . . . . .	2,568	2,553	15
<b>Totaux. . . . .</b>	<b>1,434,957</b>	<b>1,428,035</b>	<b>6,922</b>

Les étrangers habitant le grand-duché de Bade se partagent de la manière indiquée ci-dessous :

Wurtembergeois . . . . .	19,502		Français. . . . .	2,033
Bavarois. . . . .	8,717		Italiens . . . . .	730
Confédération du Nord de l'Allemagne. . . . .	7,049		Russes et Polonais . . . . .	561
Suisses . . . . .	6,285		Anglais . . . . .	497
Hessois . . . . .	5,873		Divers. . . . .	1,693
Autrichiens . . . . .	2,035		<b>Total . . . . .</b>	<b>54,975</b>

La période triennale précédente (1861-1864) avait présenté l'augmentation, bien plus considérable, de 58,744 âmes, au lieu de 6,922 en 1867, ce qui indique une forte tendance à un temps d'arrêt, surtout comparativement aux résultats du recensement, pendant la même période, dans la plupart des autres États du Zollverein. Ce temps d'arrêt a d'autant plus lieu de surprendre, que, de 1864 à 1867, les naissances ont dépassé d'environ 40,000 le nombre des décès. La différence ne peut donc s'expliquer que par l'émigration.

2. *Production de la fonte dans le Zollverein en 1866.* — Le ministre du commerce de Prusse a publié la statistique suivante :

Dans le Zollverein, 251 établissements ayant, en 1866, 15,386 ouvriers, ont produit 948,505 tonnes de fer brut ou fonte, représentant une valeur de 88,929,127 fr. La valeur de 1,000 kil. de fonte est donc de 9,375 fr. en moyenne. Sur ce total, la Prusse a produit à peu près 87 p. 100, savoir :

Dans les provinces anciennes :

110 usines 730,815 tonnes à 68,925,210<sup>t</sup>

Dans les nouvelles :

Hanovre. . . . .	14 usines	64,887	—	} à 9,459,979
Hesse . . . . .	4 —	2,547	—	
Nassau . . . . .	19 —	28,476	—	
<b>Totaux . . . . .</b>	<b>147 —</b>	<b>826,725</b>	<b>—</b>	<b>78,385,189</b>

Parmi les anciens districts on remarque les suivants :

Oppeln . . . . .	40 établissements ayant produit	174,375 tonnes:
Arnsberg . . . . .	29	176,307
Düsseldorf . . . . .	9	181,966
Cologne . . . . .	5	23,668
Coblence . . . . .	16	44,804
Aix-la-Chapelle . . . . .	6	28,071
Trèves . . . . .	2	87,757

Les autres États du Zollverein ont produit, savoir :

	Usines.	Tonnes.		Usines.	Tonnes.
Le Luxembourg . . . . .	10	46,461	Bade . . . . .	1	796
La Bavière . . . . .	64	36,494	La Hesse . . . . .	3	11,660
La Saxe . . . . .	7	14,036	La Thuringe . . . . .	7	4,399
Le Wurtemberg . . . . .	7	6,844	Le Brunswick . . . . .	4	322

A cette production de 948,507 tonnes de fer brut il faut ajouter 48,280 tonnes d'acier fondu fournies par 10 usines et représentant une valeur de 5,782,510 fr. La production totale du fer dans le Zollverein, en 1866, se cote donc à 996,787 tonnes.

De cette quantité, 20,605 tonnes ont été exportées; la consommation propre du pays est donc de . . . . . 976,182 tonnes.

Il a été importé . . . . . 140,478 —

Donc consommation totale. . . . . 1,116,660 —

ou 31.1 kilogr. par habitant. La consommation a été satisfaite: 87.4 p. 100 par la production indigène, et 12.6 p. 100 par l'étranger.

Il a été importé :

	Tonnes.		Tonnes.
Pays-Bas . . . . .	66,683	Autriche . . . . .	4,935
Hambourg . . . . .	27,051	France . . . . .	1,104
Baltique . . . . .	25,362	Autres pays . . . . .	3,423
Belgique . . . . .	4,992		

**3. Production de l'or et de l'argent en Allemagne.** — Le *Moniteur prussien* publie un intéressant compte rendu de la production de l'or et de l'argent dans les mines du Zollverein. En voici un extrait :

Il existait, en 1866, 198 mines d'or et d'argent dans le Zollverein et 10,212 ouvriers y étaient occupés. Ces 198 mines ont produit 320,500 kilogr. de minerai d'or et d'argent. Le plus grand nombre de mines se trouve dans le royaume de Saxe. Les 176 exploitées dans ce pays ont donné 294,273 quint. métr. de minerai, desquels il a été extrait 1,267,052 thalers de Prusse (4,750,045 fr.). Les mines de la Prusse ont donné 15,045 quint. métr. de minerai, celles de Bavière 1,425, et celles d'Anhalt 8,758. La valeur totale des métaux d'or et d'argent obtenus dans toutes les mines de l'Allemagne s'est élevée en 1866 à 4,880,366 fr.; mais dans ce chiffre n'est pas comprise la somme produite par le duché d'Anhalt.

La moyenne de la production a été, de 1861 à 1865, de 339,520 quintaux de minerai environ.

L'or s'est trouvé généralement uni au plomb et au cuivre.

En 1866, on n'a obtenu que 155,066 kilogr. de minerai d'or, valant 521,716 fr. Sur ces 155,066 kilogr. de minerai, 33 provenaient du Hanovre, 4,815 des mines communes à la Prusse et au Brunswick, et 117,251 des mines de Saxe.

La production de l'argent a été plus importante. Dans treize hauts fourneaux occupant 2,000 ouvriers, on a obtenu 78,542 kilogr. de ce métal. La plus grande

partie a été obtenue dans les anciennes provinces : 28,859 kilogr. ; de la valeur de 6,486,896 fr.

La valeur moyenne d'une livre prussienne d'argent est de 29 thalers 26 groschen 7 pfennings (223 fr. 88 c. le kilogr.). (Document destiné aux *Annales du commerce extérieur*. — *Moniteur* du 1<sup>er</sup> août 1868.)

4. *État-major prussien*. — L'armée prussienne compte actuellement 1,342 généraux et officiers d'état-major. Il y a dans ce nombre un feld-maréchal général (le comte de Wrangel, âgé de 84 ans), un feld-zeugmestre avec rang de feld-maréchal (le prince Charles de Prusse), 51 généraux d'infanterie et de cavalerie, 72 généraux de division, 92 généraux de brigade, 278 colonels, 227 lieutenants-colonels et 620 chefs de bataillon. Parmi ces 1,342 officiers, se trouvent 8 princes de la maison royale, 5 grands-ducs, 28 princes étrangers de famille souveraine, 12 ducs, 12 princes, 45 comtes, 80 barons, 824 simples gentilshommes et 328 roturiers. (*Gazette du Peuple* de Berlin, septembre 1868.)

#### 4<sup>e</sup> PARTIE. — DOCUMENTS ESPAGNOLS.

1. *Bibliothèques publiques et archives en Espagne*. — Nous trouvons dans une publication officielle récente (*l'Annuaire de l'instruction publique*) des renseignements intéressants sur le nombre des documents que les bibliothèques et les archives peuvent mettre, en Espagne, à la disposition de la science. On compte dans ces établissements 1,166,595 volumes. La bibliothèque de Madrid, à elle seule, contient 300,000 volumes; celle de l'Université centrale, 130,000; celle de Barcelone, 136,000; celle de Salamanque, 53,000. Il existe des bibliothèques publiques, non-seulement sur le continent, mais encore dans les Baléares et les Canaries; celle de Palma de Majorque compte 35,000 volumes, et celle de Mahon près de 11,000.

Quant aux archives, on peut dire que l'histoire entière du pays, de ses coutumes, de sa vie politique, s'y trouve représentée: il y a 70,278 liasses dans le vieux château de Simancas, 35,000 à Alcalá de Henarès, 34,000 dans les archives de la couronne d'Aragon, 97,000 documents dans les archives historiques nationales; à Valence, à la Corogne, à Majorque, il existe encore une multitude de liasses, de volumes manuscrits, de registres, de parchemins, conservés avec soin et qui témoignent de l'intérêt que l'Espagne n'a jamais cessé de prendre aux monuments écrits et aux sérieuses études.

2. *Situation générale de l'instruction publique en Espagne*. — La même publication nous donne encore quelques indications sur l'état général de l'enseignement dans la Péninsule et îles adjacentes. On y compte 27,000 écoles primaires, fréquentées, d'après le dernier recensement, par près de 1,500,000 enfants; 77 écoles normales et 5 collèges de sourds-muets et d'aveugles. — L'enseignement secondaire comprend 2 instituts de première classe, 16 de deuxième et 32 de troisième, outre 14 établissements locaux. — Les universités sont au nombre de 10; on y enseigne la théologie, le droit, la médecine, la pharmacie, les sciences, les lettres et la philosophie. L'Espagne possède plusieurs écoles spéciales, dont 11 de beaux-arts, 1 de musique et de déclamation, 2 industrielles, 1 diplomatique, 5 de commerce et 17 de marine, outre 29 collèges d'internes et 118 collèges particuliers. — Le budget de l'instruction publique s'élève à 22,428,090 réaux; mais les dépenses

que s'imposent dans le même but les provinces et les communautés portent le total des sommes destinées à l'enseignement à près de 110 millions de réaux (soit environ 27 millions de francs).

3. *Industrie minière en Espagne.* — La direction de l'industrie et du commerce vient de publier la statistique minière de 1866. La gravité des événements politiques et financiers a influé sur le développement de cette grande source de production, et les richesses du sol ibérique sont encore bien loin d'être toutes mises en valeur. Ce qui manque surtout à l'Espagne, c'est le capital, et moins que jamais le capital paraît vouloir s'aventurer dans la Péninsule, les chemins de fer construits avec l'argent étranger ayant causé des ruines encore trop récentes et trop profondes. La situation économique de l'Espagne tourne ainsi dans un cercle vicieux : sans chemins de fer nombreux, point d'industrie active; sans industrie active, point de chemins de fer prospères.

En 1866, la production totale des mines s'est élevée :

	Tonnes métriques.
Minerai de fer . . . . .	180,131
— de plomb . . . . .	267,494
— d'étain argentifère. . . . .	21,312
— de cuivre . . . . .	279,527
— de zinc. . . . .	73,423
— de mercure . . . . .	18,547
— de manganèse . . . . .	39,624
Divers, soude, alun, soufre, etc. . . . .	47,443
Houille . . . . .	393,105
Lignite . . . . .	39,559
Total. . . . .	1,360,165

Comparativement à 1865, la production minière a baissé de 44,900 tonnes; c'est là un assez triste résultat, qui est dû, non pas à la pauvreté des mines, ni aux difficultés de l'exploitation, mais uniquement au manque de confiance, au défaut de capital, à l'absence de moyens de communication.

N'est-il pas déplorable que l'ensemble de la houille extraite n'atteigne pas 400,000 tonnes, alors que la Péninsule possède des bassins du premier ordre! Mais pourquoi développer une exploitation charbonnière s'il faut transporter la houille sur essieu et même à dos de mulet? (*Intérêts matériels*, 2 août 1868.)

#### 5<sup>e</sup> PARTIE. — DOCUMENTS HOLLANDAIS.

*Instruction publique en 1866-1867.* — Il résulte d'un rapport qui vient d'être publié par le ministre de l'intérieur du royaume des Pays-Bas, que, pendant l'année scolaire 1866-1867, les trois universités du pays comptaient 1,326 auditeurs, ou 29 de plus qu'en 1865. Au 1<sup>er</sup> janvier 1867, il y avait des collèges dans 61 communes de Hollande. Les 15 écoles pour les ouvriers et les gens de la campagne étaient alors fréquentées par 1,300 individus. Le nombre des écoles urbaines supérieures s'élevait, à la même époque, à 25. 1,874 enfants y recevaient l'instruction. A la fin de l'année 1866, il y avait en Hollande 2,516 écoles primaires propres et 1,125 établissements pour l'enseignement élémentaire supérieur, ou 26 de plus qu'en 1863. Le nombre des enfants tenus de fréquenter les écoles et qui n'ont pas pris part aux leçons est évalué à 20 p. 100, contre 25 p. en 1865. En 1866, il a été dépensé en tout par l'État, les provinces et les communes, 4,545,255 florins (9,454,130 fr.) pour l'instruction primaire. (*Gazette d'Augsbourg*.)

6<sup>e</sup> PARTIE. — DOCUMENTS ITALIENS.

1. *Manufactures de tabacs en Italie.* — L'Italie possède 16 manufactures de tabac occupant le personnel ci-après :

	Nombre.	Traitements et salaires.
Employés. . . . .	214	393,000 <sup>f</sup>
Agents subalternes . . . . .	470	445,095
Ouvriers des deux sexes. . . . .	14,371	4,952,217
Totaux . . . . .	15,055	5,790,312

Les ventes des tabacs nationaux se sont élevées :

En 1863 à 11,246,348 kilogr. ayant produit	69,506,560 <sup>f</sup>
1864 à 12,268,403	75,420,867
1865 à 11,065,501	76,680,337
1866 à 12,073,942	84,035,343
1867 à 11,956,521	79,976,679

En 1867, y compris la Vénétie, les résultats de la vente et des dépenses ont été les suivants :

	Produits.	Dépenses.
Tabacs à fumer. . . . .	31,123,775 <sup>f</sup>	5,572,424 <sup>f</sup>
Cigares . . . . .	43,862,411	15,389,799
Tabac en cordes . . . . .	6,115	2,551
Tabac en poudre . . . . .	17,096,399	2,449,760
Ensemble . . . . .	92,088,700	23,414,534

Les frais de fabrication ne s'élèveraient donc qu'à 25 p. 100 en moyenne du prix de vente, auxquels il faudrait ajouter les frais généraux. (*Intérêts matériels, 15 août 1868.*)

2 *Degré d'instruction de la population.* — Sur les 120,752 actes de mariage célébrés en 1866, seulement 22,395 (19 p. 100) ont été signés par les deux époux; 25,957 (22 p. 100) par l'époux seulement, 3,002 (2 p. 100) par la seule épouse; 69,398 (57 p. 100) par aucun des deux.

En conséquence, des 241,504 personnes qui ont contracté le mariage, 73,749 ont signé l'acte et 167,755 (presque 70 p. 100) ont déclaré ne pas savoir écrire. Relativement au sexe, l'acte ayant été signé par 48,352 hommes et 25,397 femmes, on peut établir 60 p. 100 d'illettrés dans les premiers et 79 p. 100 dans les dernières.

Les chiffres suivants donneront une idée des différents degrés de l'instruction primaire dans les diverses localités du royaume.

Turin a présenté 15 époux illettrés sur 100; Côme, 19; Sondrio, 21; Bergame, 22; Novare, 24; Cuneo, 31; Port-Maurice, 31; Livourne, 32; Brescia, 32; Alexandrie, 35; Milan, 35; Gènes, 39; Pavie, 42; Florence, 43; Lucques, 45; Crémone, 45; Pise, 46; Massa et Carrara, 56; Bologne, 58; Naples, 59; Grosseto, 59; Modène, 60; Sienna, 62; Arezzo, 62; Ancône, 63; Parme, 64; Reggio (Émilie), 63; Palerme, 64; Ferrare, 66; Ombrie, 67; Abruzze Ulérieure II, 67; Pesaro et Urbino, 68; Sassari, 68; Ravenne, 66; Macerata, 68; Plaisance, 69; Forli, 72; Cagliari, 74; Terre de Labour, 74; Molise, 76; Messine, 76; Principauté Citérieure, 77; Caltanisetta, 77; Catane, 77; Principauté Ulérieure II, 78; Bénévent, 78; Ascoli-Piceno, 78; Terre d'Otrante, 79; Capitanate, 79; Girgenti, 79; Syracuse, 80; Calabre Ulérieure II, 80; Calabre Ulérieure I, 80; Abruzze Ulérieure I, 80; Trapani, 84;

Abruzzi Citérieure, 81 ; Basilicate , 83 ; Terre de Bari, 85 ; Calabre Citérieure, 86.  
Moyenne du royaume, 57.

Les chiffres sont mis en parallèle avec des résultats statistiques d'autres nations. En France, en 1864, on a compté 27 époux et 41 épouses illettrés sur 100. En Angleterre, seulement 23 actes de mariage sur 100 ne portaient pas les signatures des époux en 1851 ; en 1865, ce chiffre est descendu à 14 p. 100. (*Moniteur* du 9 juillet 1868.)

3. *Fabrication du verre en Italie.* — D'après un rapport officiel fait par M. Harries sur la fabrication du verre en Italie, il y a 6 verreries à Turin, 3 à Gènes, 4 à Milan, 13 à Florence, 11 à Naples et 20 à Venise. Ces 57 établissements livrent une production annuelle d'une valeur de 10,250,000 fr. Les grandes verreries de Murano, près de Venise, occupent 5,000 personnes. Au nombre des produits particuliers à Venise appartiennent les articles dits *aventurine* ; un seul fabricant posséderait le secret de leur fabrication. (*Athenæum*, septembre 1868.)

#### 7<sup>e</sup> PARTIE. — DOCUMENTS RUSSES.

1. *Les chemins de fer russes en 1868.* — Voici, d'après un document officiel, la situation du réseau russe au 1<sup>er</sup> janvier 1868 :

##### I. *Lignes en exploitation :*

	Kilom.
Appartenant à l'État . . . . .	1,141
Lignes appartenant à l'État, affermées à une compagnie . . . . .	347
Chemins particuliers avec garantie de l'État . . . . .	2,997
Chemins particuliers sans garantie de l'État . . . . .	137
Total . . . . .	<u>4,622</u>

L'ensemble du réseau en exploitation atteint donc 4,622 kilom., ou 4,332 verstes.

De ce réseau, 974 kilom. sont à double voie ; les travaux pour la double voie sont construits pour 3,121 kilom., mais les rails ne sont pas posés ; enfin 527 kilom. ont été établis dans la prévision d'une double voie.

##### II. *Chemins de fer en construction :*

	Kilom.
Appartenant à l'État . . . . .	970
Chemins particuliers . . . . .	400

Les terrassements et travaux d'art pour deux voies sont exécutés sur 1,102 kilom., et pour une seule voie sur 606 kilom.

##### III. *Chemins de fer concédés.* . . . . . Kilom. 1,000

Telle était la situation au 1<sup>er</sup> janvier de cette année ; mais, depuis, le réseau russe s'est rapidement développé. (*Intérêts matériels*, 1<sup>er</sup> août 1868.)

2. *Naufrages sur les côtes de Russie.* — Il résulte des renseignements reçus par le département hydrographique que, pendant l'année 1866, il s'est perdu 131 navires sur les côtes de la Russie, dont 68 étaient russes, 8 finlandais, 18 anglais, 8 hollandais, 7 suédois, 1 brémois, 1 valaque, 1 hambourgeois, 3 hanovriens, 3 grecs, 2 danois, 2 italiens, 2 mecklembourgeois, 4 norwégiens et 3 prussiens.

46 de ces navires se sont perdus dans le golfe de Finlande, 7 dans le golfe de Bothnie, 1 à Monsund, 11 dans le golfe de Riga, 18 dans la mer Baltique, 9 dans la mer Blanche, 13 dans la mer Caspienne, 6 dans la mer Noire et 20 dans la mer d'Azoff et le détroit de Kertch. (*Correspondance russe*.)

3. *Navigation dans les ports russes en 1867.* — Pendant l'année 1867, il est entré dans les ports russes de la Baltique, de la mer Blanche et de la mer Noire 11,047 navires jaugeant ensemble 1,385,738 tonneaux. Sur ce nombre, 2,381 bâtiments naviguaient sous pavillon anglais, 1,241 sous pavillon russe, 1,052 sous pavillon italien, 1,134 sous pavillon suédois et norvégien, 894 sous pavillon hollandais, 795 sous pavillon turc et 3,550 sous d'autres pavillons.

Dans la même année 1867, il est sorti de ces ports 11,090 navires jaugeant en tout 1,400,552 tonneaux. L'année précédente, il était entré 10,758 navires jaugeant 1,257,865 tonneaux, et il était sorti 10,708 bâtiments jaugeant 1,253,260 tonneaux. (*Correspondance russe.*)

8<sup>e</sup> PARTIE. — DOCUMENTS GÉNÉRAUX ET COLLECTIFS.

1. *Mortalité des armées en campagne.* — Le nombre des blessés et malades dans les armées en campagne est-il tellement considérable qu'une société de secours pour les militaires de ces armées puisse rendre des services signalés? Prenons deux exemples dans l'histoire des dernières années.

Pendant la guerre de 1866 contre l'Autriche, la Prusse avait 309,000 hommes sous les armes. Cette puissance a eu 149 officiers et 2,501 soldats tués; 622 officiers et 14,220 soldats blessés; 4 officiers et 3,341 soldats disparus. Total en pertes: 775 officiers et 20,261 soldats, soit 65.6 p. 1,000 de l'effectif.

Les pertes de l'Autriche sont plus considérables encore; mais aucun état officiel n'ayant été publié, du moins à notre connaissance, nous devons avoir recours aux documents prussiens. D'après ces documents, les prisonniers autrichiens tombés aux mains de l'armée prussienne comprennent 528 officiers et 35,932 soldats. Les ambulances prussiennes ont reçu 411 officiers et 13,936 soldats ennemis.

Les journaux autrichiens accusent 2,455 officiers tués ou blessés<sup>1</sup>.

Pendant la première année de la guerre des États-Unis, c'est-à-dire de juin 1861, à juin 1862, la mortalité s'éleva à 67.6 pour 1,000 hommes, savoir: par maladie 50.4, par suite de blessures 17.2, ensemble 67.6.

La guerre d'Orient et le siège de Sébastopol n'ont pas été moins douloureux pour la France et pour l'Angleterre.

*Armée française.*

Envoyés en Orient . . . . .	309,268
Effectif moyen pendant la guerre . . .	150,000
Total des entrées aux hôpitaux. . . . .	436,144
Morts de maladie . . . . .	75,000
Tués ou morts de blessures . . . . .	20,600
Total en pertes . . . . .	95,600

*Armée anglaise.*

Envoyés en Orient . . . . .	97,864
Effectif moyen . . . . .	35,000
Total des entrées aux hôpitaux. . . . .	102,120
Morts de maladie . . . . .	17,580
Tués ou morts de blessures . . . . .	4,602
Total des pertes . . . . .	22,182

1. Voir n<sup>o</sup> de juin, l'article de M. le Dr Ely sur le même sujet.

La mortalité par année moyenne a été, pour les Français, de 155 hommes, pour les Anglais, de 116 par 1,000.

Pendant la guerre des États-Unis d'Amérique, le nombre des hôpitaux était, dans l'armée du Nord, le 30 juin 1852, de 150. Ils avaient reçu 78,715 malades ou blessés. Ce chiffre, après la bataille d'Antictam, s'était élevé à 90,000 hommes. Au mois de juin 1863, le nombre des malades dans les hôpitaux de l'armée du Nord était de 91 pour 1,000, de 44 dans les ambulances de l'armée; ensemble de 135 pour 1,000 de l'effectif, se décomposant ainsi: maladies, 110; blessés, 25; ensemble, 135 pour 1,000. La mortalité pour cette année (1863) avait été de 39 p. 1,000. Pendant toute la durée de la guerre, et pour l'armée du Nord seulement, il est entré aux hôpitaux 1,057,423 hommes, parmi lesquels deux tiers de malades et un tiers de blessés. La mortalité générale a été de 13 p. 100 dans les hôpitaux ou ambulances. — En 1865, les Américains du Nord eurent jusqu'à 233 hôpitaux, présentant ensemble 136,894 lits. En outre, un camp de baraques établi à Fairfax recevait à la fois 15,000 convalescents; 170,000 hommes y ont été soignés de 1863 à 1865.

Le 1<sup>er</sup> octobre 1864, les femmes américaines avaient déjà contribué pour 46 millions de francs en effets divers destinés aux malades et blessés. — Pendant la guerre des États-Unis, le Nord seul a reçu des associations charitables, pour les blessés et malades, la somme de 120 millions. — Les frais administratifs n'ont pas dépassé 4 p. 100. — Dès le début de la guerre, des associations charitables formèrent, dans le Nord et dans le Sud, une société pour secourir les militaires malades ou blessés. Le gouvernement accepta d'autant plus volontiers ce concours volontaire, que de grandes préoccupations politiques et militaires absorbaient toutes ses facultés.

Les véritables fondateurs de la société furent les femmes de New-York. La commission qui la dirigeait fonctionna pendant toute la guerre des États-Unis à titre d'auxiliaire de l'administration normale, ayant presque toujours un dépôt spécial auprès de chaque hôpital et distribuant dans la plus large proportion des vêtements, du linge, des médicaments et des livres sur l'hygiène des troupes. Elle fournissait, en outre, des moyens de transport, des médecins, des infirmiers, lorsque le personnel administratif régulier était insuffisant.

En 1863, les parties belligérantes neutralisèrent d'un commun accord le personnel des ambulances. Comme les établissements du Sud étaient assez mal pourvus d'aliments, de matériels de pansement, et même de médicaments, les ambulances de l'armée opposée demandèrent l'autorisation de faire, dans l'intérêt de leurs prisonniers blessés, des envois qui furent acceptés.

Nous avons prouvé par des chiffres combien le nombre des blessés et des malades était considérable; nous pourrions ajouter que nul gouvernement aujourd'hui ne pourrait, avec ses seules ressources, venir en aide à toutes les blessures et maladies. Non pas que les inventions modernes ou les perfectionnements apportés aux armes à feu, canons et fusils, aient augmenté le chiffre des pertes sur le champ de bataille; ce chiffre est plus faible, au contraire, comme nous allons le dire. Mais les guerres sont plus actives, et le nombre des combattants plus considérable. Elles se font en toutes saisons, sans trêve, sans abris, avec une fiévreuse activité. Ce sont de véritables masses qui se précipitent les unes contre les autres.

Prouvons d'abord que l'opinion publique s'égare, si elle pense que le perfec-

tionnement des armes à feu a augmenté les pertes sur le champ de bataille. Prenons des exemples dans le passé et dans le présent :

A Austerlitz, la perte des Français fut de 14 p. 100 de l'effectif combattant; celle des Russes, de 30 p. 100; celle des Autrichiens, de 44 p. 100. — A Wagram, les Français perdirent 13 p. 100; les Autrichiens, 14 p. 100. — A la Moskowa, les Français, 37 p. 100; les Russes, 44 p. 100. — A Bautzen, les Français, 13 p. 100; les Russes et les Prussiens, 14 p. 100. — A Waterloo, les Français, 36 p. 100; les alliés, 31 p. 100. — A Magenta, les Français, 7 p. 100; les Autrichiens, 8 p. 100. — A Solferino, les Franco-Sardes, 10 p. 100; les Autrichiens, 8 p. 100. — Cette bataille de Solferino donne un autre enseignement : les Français, avec leur artillerie perfectionnée, leurs nouvelles découvertes, perdent plus d'hommes que leurs adversaires, qui font usage de l'ancien système d'artillerie.

Il ne faut donc pas se faire illusion sur ces découvertes, ces progrès, ces perfectionnements du canon ou du fusil. Ce qui tue à la guerre est bien moins l'arme du soldat que les fatigues, les privations, les misères de toutes sortes. — Le général AMBERT. — (*Moniteur*, 26 septembre 1867.)

2. *Recettes des douanes en Europe.* — D'après une *statistique comparative de l'Europe*, publiée par Hausner, les recettes de douane auraient donné, pour tous les États de l'Europe, d'après une moyenne déduite des années 1861-1863, les résultats suivants :

Pays.	Habitants en millions.	Recettes en millions de francs.	Pays.	Habitants en millions.	Recettes en millions de francs.
Angleterre . . . . .	29.01	588.0	Grèce . . . . .	1.34	12.0
France. . . . .	37.42	160.5	Hollande . . . . .	3.66	4.62
Russie. . . . .	67.03	127.5	Moldo-Valachie . . . . .	4.27	5.25
Espagne. . . . .	16.06	72.0	Danemark . . . . .	2.65	10.87
Italie . . . . .	21.89	64.0	Suisse . . . . .	2.53	8.25
Autriche . . . . .	35.01	39.7	États de l'Église . . . . .	0.69	1.87
Zollverein. . . . .	35.50	96.9	Hambourg. . . . .	0.23	1.87
Turquie. . . . .	10.50	38.2	Mecklembourg-Schwérin. . . . .	0.55	1.12
Suède et Norvège . . . . .	5.57	33.0	Brême. . . . .	0.09	0.49
Portugal. . . . .	4.03	34.9	Mecklembourg-Strelitz . . . . .	0.09	0.22
Belgique. . . . .	4.83	14.6			

Les pays d'Europe aujourd'hui soumis au système protecteur sont : la Russie, l'Autriche, l'Espagne et le Portugal; les autres puissances maintiennent des droits protecteurs plus ou moins modérés; mais leurs taxes douanières ont surtout pour but de créer des ressources au Trésor.

3. *Consommation des allumettes en Europe.* — Des détails intéressants ont été donnés, dans une des dernières séances de la Société des ingénieurs civils, par M. Peligot, sur l'industrie des allumettes. On estime à 6 le nombre de ces petits morceaux de bois consommés en France par tête et par jour. Il est de 8 en Angleterre, de 9 en Belgique. Néanmoins, en prenant pour base la moyenne de la France, on arrive, pour l'Europe entière, à une consommation journalière de 2 milliards d'allumettes, ce qui représente plus de 300 kilogrammes de bois. Les bois les plus généralement employés, le tremble et le peuplier, s'achètent au mètre cube cordé; déduction faite des vides et déchets, ils ne pèsent guère que 250 kilogrammes par

mètre cube, ce qui fait correspondre la consommation à 400,000 mètres cubes pour l'Europe seulement.

Il faut ajouter à ces chiffres les allumettes-bougies, dont la consommation a pris dans ces dernières années une grande extension, mais qui cependant est encore minime relativement à celle des allumettes en bois. Leur poids varie de 6,500 à 8,000 au kilogramme en France. Les autres matières premières mises en œuvre pour la fabrication des allumettes sont le phosphore, dont la consommation est de 210,000 kilogrammes environ, le chlorate de potasse, le soufre, le minium, le sulfure d'antimoine, la gomme, la colle forte. Il existe en Autriche des fabriques d'allumettes qui occupent jusqu'à 5,000 ouvriers. On estime à 30,000 le nombre des ouvriers occupés en Europe à cette fabrication, et à 250 millions au moins la valeur des produits. L'origine des allumettes à friction ne remonte pas, on le sait, au delà de 1832. En 1835, le chlorate de potasse employé dans cette fabrication fut partiellement remplacé par le minium et le peroxyde de manganèse, et le phosphore par le sulfure d'antimoine. En 1837, le chlorate de potasse fut complètement supprimé et remplacé par le bioxyde de plomb, puis par l'azotate de plomb, et aussi par l'azotate de potasse.

En France, on a continué l'emploi du chlorate de potasse jusqu'en 1847; on ne l'emploie presque plus aujourd'hui, excepté dans la préparation des allumettes-bougies.

**4. Les narcotiques.** — Des recherches statistiques qui viennent d'être faites sur l'usage des narcotiques chez les différents peuples ont amené les curieux résultats suivants :

La Sibérie a ses fungus; la Turquie, l'Inde et la Chine leur opium; la Perse, l'Inde et la Turquie avec toute l'Afrique, depuis le Maroc jusqu'au cap de Bonne-Espérance, et même les Indiens du Brésil, ont leur chanvre et leur hatchisch; l'Inde, la Chine et l'Archipel du Levant ont leurs noix de bétel et leur poivre de bétel; les îles de la Polynésie ont leur hava quotidien; le Pérou et la Bolivie, leur interminable coca; la Nouvelle-Grenade et les chaînes de l'Himalaya, leurs pommes-épinées rouges et communes; l'Asie, l'Amérique, et le monde entier peut-être, ont le tabac; les Indiens de la Floride, leur houx hémétique; le Nord de l'Europe et l'Amérique ont leur pedum et leur galle douce; les Anglais et les Allemands ont le houblon, et les Français la laitue.

On estime que les narcotiques sont en usage, savoir: le tabac, parmi 900 millions d'hommes; l'opium, parmi 400 millions; le chanvre et le hatchisch, parmi 300 millions; le bétel, parmi 100 millions; le coca, parmi 10 millions, et les autres substances diverses parmi 25 millions d'hommes. (*Moniteur*, 29 septembre 1867.)

**5. Profondeur de la mer dans différents endroits.** — Les opérations de sondage auxquelles on a dû se livrer pour jeter des câbles sous-marins ont fait connaître quelle est la profondeur de la mer dans différents endroits.

Entre la Suède et l'Allemagne, la Baltique est profonde de 40 mètres; l'Adriatique entre Venise et Trieste, de 42; la Manche, de 100; la mer d'Irlande dans la région sud-ouest, de 660; la Méditerranée à l'est de Gibraltar, de 1,000 mètres; sur les côtes de l'Espagne, de 2,000; la mer au cap Horn et au cap de Bonne-Espérance, de 5,000 mètres. (*Moniteur*, 1<sup>er</sup> août 1868.)